

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 décembre 2017

Objet n° 17 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, M. Axel Bernard, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Asma Mettioui, MM. Thomas Eraly, Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Mme EL KHATTABI Fatiha, MM. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal; M. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint.

ABSENTS: MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Burim Demiri, Seydi Sag, Mmes Barbara Trachte, Bernadette Vriamont, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Joëlle van Zuylen, M. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement communal relatif à l'octroi de primes de prévention vol - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Arrêté Royal du 7 novembre 2013 relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs des Gardiens de la Paix ;

Vu l'Arrêté ministériel du 24 décembre 2013 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014-2017 ;

Considérant que le Service Public Fédéral Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale attribuent respectivement via le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention et le Plan Local de Prévention et de Proximité, à certaines communes, dont la commune de Schaerbeek, un subside destiné à encourager les habitants à protéger leur habitation contre le cambriolage sous la forme du versement d'une prime, dite de technoprévention.

Considérant le choix du Service Public Intérieur de remplacer dans sa communication et ses orientations le terme technoprévention par "prévention vol".

Considérant que cette prime est octroyée exclusivement aux particuliers et une seule fois par habitation. Considérant que, depuis 1996, la Commune octroie des primes de technoprévention pour la protection des habitations situées sur son territoire, qu'elle a fixé les critères d'octroi de la prime dans un règlement du 25 décembre 1995, modifié le 20 janvier 1999 et le 31 mars 2010.

Considérant la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 29 août 2017 d'augmenter la prime de technoprévention. Que différents motifs justifient l'augmentation de la prime et l'élargissement des conditions d'octroi de la prime, notamment :

- l'absence d'indexation du montant de la prime depuis 1996 ;
- l'augmentation soudaine (jusqu'à 44% de plus) du phénomène des cambriolages en 2016 (après environ 7 ans de stagnation) ;
- la disparition depuis 2015 de la réduction d'impôts fédérale de 30% plafonnée à 760 €, devenue compétence régionale en 2014 ;
- la volonté de soutenir équitablement tous les schaerbeekois et/ou propriétaires de logements à Schaerbeek, quels que soient leurs revenus, en augmentant également le pourcentage des travaux subsidiés pour aider les citoyens aux plus faibles revenus ;
- la volonté d'améliorer l'efficacité des mesures de protection prises en soutenant également les petites copropriétés, de maximum 4 unités toutes affectations confondues, qui investissent, par exemple, dans la sécurisation de la porte à rue ou de toute autre point faible faisant partie des communs, comme les soupiraux, les fenêtres de cave, etc. ;
- la volonté de soutenir les victimes de cambriolage qui auraient déjà bénéficié de la prime en leur permettant de réintroduire une demande de prime pour tous travaux rendus nécessaires suite à une nouvelle effraction, attestée par un constat de police ;
- la volonté de veiller à une meilleure concordance des mesures à prendre avec les autres réglementations en vigueur, en conditionnant par exemple l'accord préalable du service

Urbanisme lorsque les travaux envisagés peuvent avoir un impact visuel sur la façade avant (nouvelle porte, nouveau châssis, pose d'une clôture, etc.).

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et échevins :

ARRETE

le règlement communal relatif à l'octroi de primes de prévention vol, comme suit :

Art. 1. Définitions

§1. Le mot « prime » dans le présent règlement vise le remboursement d'un pourcentage des frais avancés pour l'achat et l'installation de moyens technopréventifs pour la protection des habitations contre les cambriolages. Seules les mesures de protection mécanique donnent droit à la prime.

§2. Le mot « habitation » dans le présent règlement vise la maison ou l'appartement servant au logement privé, ainsi que, pour les professions libérales et pour les indépendants, les parties communes menant au logement lorsque le cabinet où s'exerce la profession est situé à la même adresse que le domicile privé.

Art. 2. Principe de l'octroi et montant de la prime

Dans les limites du budget approuvé par le Conseil communal et pour une période courant jusqu'à l'épuisement du fonds, le Collège des Bourgmestres et échevins peut, lorsque les conditions prévues à l'article 3 sont remplies, attribuer une prime pour l'installation de mesures de technoprévention en vue de la protection contre le cambriolage des habitations situées sur le territoire de la Commune.

La prime s'élève à 50 % des frais d'achat et/ou d'installation, avec un maximum de 500 € par habitation.

Art. 3. Conditions d'octroi

§ 1. L'habitation doit être située sur le territoire de la Commune.

Une prime ne peut être octroyée plus d'une fois pour la même habitation, sauf si le plafond maximum de la prime n'est pas dépassé ou si de nouveaux travaux de sécurisation s'avèrent nécessaires suite à une nouvelle effraction attestée par un constat de police.

§ 2. Le Conseiller en prévention vol doit avoir vu l'habitation et avoir donné son avis sur les travaux envisagés ou réalisés. Il peut toujours décider d'effectuer une visite afin de vérifier la bonne exécution des travaux.

§ 3. Les travaux réalisés doivent :

- consister dans l'installation de mesures de protection mécanique, contribuer à la protection de l'habitation entière et diminuer le risque de cambriolage pour l'habitation entière. Ceci suppose que tous les accès directs à l'habitation (portes, fenêtres, soupiraux, etc.) ainsi que les abords de l'habitation soient protégés de manière équivalente. Les systèmes d'alarme ne sont pas des mesures de protection mécanique. Ils ne rentrent donc pas en ligne de compte pour l'octroi de la prime;
- avoir été effectués dans un délai maximum d'un an avant la date d'introduction de la demande ;
- avoir été effectués par la personne qui sollicite l'octroi de la prime ou par un professionnel.
- avoir fait l'objet d'un accord du service Urbanisme de l'administration communale lorsque ces travaux peuvent avoir un impact visuel ou structurel sur la façade avant de l'immeuble : pose de grilles ou clôtures, remplacement de la porte ou des châssis, modification de l'aspect d'origine de la façade...

Une prime n'est octroyée que pour un logement. Elle peut être octroyée pour des travaux devant être pris en charge par des copropriétaires, si l'immeuble ne comporte pas plus de 4 unités toutes affectations confondues, telles que logement, commerce, bureau... Dans ce cas, la demande de prime doit être introduite par le syndic ou le propriétaire unique sur un formulaire distinct de celui relatif aux parties privatives et être accompagnée de la décision de l'association des copropriétaires d'effectuer ces travaux.

§ 4. Une prime peut être octroyée à tout locataire ou propriétaire, quels que soient leurs revenus.

Toutefois, la prime est accordée une seule fois pour l'ensemble des membres du ménage du demandeur lorsque celui-ci n'est pas isolé.

§ 5. La demande de prime doit respecter la procédure prévue à l'article 4.

Art. 4. Procédure de demande d'octroi

§ 1. La demande de prime est introduite par l'occupant de l'habitation qui y a fixé son domicile, propriétaire ou locataire, ou par le propriétaire de l'habitation. Si la demande est introduite par un locataire, le propriétaire devra néanmoins marquer son accord sur la réalisation des travaux envisagés.

§ 2. La demande est introduite lors de la visite à domicile du Conseiller en prévention vol de la commune ou de la Zone de police. Il complète le formulaire de demande, le fait signer par le demandeur et lui laisse un accusé de réception de la demande.

§ 3. Le demandeur doit transmettre au Conseiller en prévention vol :

- une composition de ménage récente, antérieure de 3 mois maximum à la date à laquelle les travaux sont réalisés ;
- une copie des factures d'achat de matériel et/ou de réalisation des travaux, ainsi qu'une preuve de paiement : extrait du virement bancaire ou facture nominative acquittée avec la mention « pour acquit » ;
- un titre de propriété délivré par le SPF Finances (bureau de l'Enregistrement au 54 rue de la Régence à 1000 Bruxelles) ou la copie de son dernier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien où sont réalisés les travaux, pourvu que l'adresse du bien en question y soit mentionné ;
- une copie du bail enregistré lorsque le bien est mis en location ;

- l'accord du propriétaire lorsque les locataires financent eux-mêmes ces travaux ;
- le visa du service Urbanisme lorsqu'il peut y avoir un impact visuel sur la façade avant. Ce visa peut consister en un "cachet" du service Urbanisme apposé sur les plans ou la photo de façade de l'immeuble ainsi que sur le devis des travaux envisagés avec dessin des nouveaux éléments.

§ 4. Le Conseiller en prévention vol traite les demandes : il vérifie le respect des conditions d'octroi de la prime et formule un avis à l'attention du Collège des Bourgmestre et échevins. Une visite de contrôle des travaux peut toujours avoir lieu lorsque la demande a été introduite avant la réalisation des travaux.

§ 5. Le Collège des Bourgmestre et échevins décide de l'attribution ou non de la prime et en informe le demandeur.

§ 6. La prime est accordée par le Collège dans un délai de 9 mois à compter de la date à laquelle le demandeur a transmis tous les documents requis à l'administration communale. Un délai supplémentaire est nécessaire pour le versement proprement dit de la prime par le service Dépenses de l'administration communale.

§ 7. La demande de prime poursuit un seul objectif, augmenter la résistance à l'effraction des habitations situées sur le territoire schaarbeekois. L'octroi de la prime ne vaut pas reconnaissance du nombre de logement ou de mise en conformité par rapport à une autre réglementation en vigueur. S'il apparaît que la prime a été octroyée indûment, la commune se réserve le droit de la réclamer en retour, en tout ou en partie.

§ 8. Lorsque la prime ne peut être attribuée en raison de l'épuisement du budget, le traitement des demandes est suspendu jusqu'à ce qu'un nouveau budget soit disponible.

Art. 5. Entrée en vigueur

Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et abroge le règlement du 31 mars 2010 relatif à l'octroi de primes de technoprévention.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 décembre 2017.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 december 2017

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, H. Axel Bernard, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Asma Mettioui, HH. Thomas Eraly, Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Mevr. EL KHATTABI Fatiha, HH. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Arnaud Verstraete, Abdelkrim Ayad, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Burim Demiri, Seydi Sag, Mevr. Barbara Trachte, Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Joëlle van Zuylen, H. ABSLIMOU OUADRASSI Youssef, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Gemeentereglement betreffende de toekening van premies voor diefstalpreventie - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 117 en 119;

Gelet op het Koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapswachten;

Gelet op het Ministerieel besluit van 24 december 2013 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden, en tot bepaling van de toekennings-, toepassings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2014-2017;

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respectievelijk via het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan en het Plaatselijke Preventie- en Buurtplan, aan sommige gemeenten, waaronder de gemeente Schaarbeek een subsidie toekennen, bestemd om haar inwoners aan te moedigen hun woning tegen diefstal te beveiligen onder de vorm van het storten van een premie, zogenaamd technopreventiepremie.

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken ervoor gekozen heeft om in zijn mededelingen en richtlijnen de term technopreventie te vervangen door "diefstalpreventie".

Overwegende dat de toekenning van deze premie uitsluitend wordt toegekend aan particulieren, en slechts één maal per woning.

Overwegende dat, sinds 1996, de Gemeente premies voor technopreventie toekent voor de beveiliging van woningen gelegen op haar grondgebied, dat zij de toekenningscriteria voor deze premie vastgelegd heeft in een reglement van 25 december 1995, gewijzigd op 20 januari 1999 en op 31 maart 2010.

Overwegende de beslissing van het college van Burgemeester en schepenen op 29 augustus 2017 om de premie voor technopreventie te verhogen. Verschillende redenen rechtvaardigen de verhoging en de uitbreiding van de toekenningsvoorwaarden van de premie, namelijk:

- het ontbreken van de indexering van het premiebedrag sinds 1996;
- de plotselinge toename (tot 44% meer) van inbraken in 2016 (na een stagnatie van ongeveer 7 jaar);
- de opheffing, sinds 2015, van de federale belastingvermindering van 30%, beperkt tot 760 €, en sinds 2014 een gewestelijke bevoegdheid;
- de wil om alle Schaarbekenaren en/of eigenaars van een huis in Schaarbeek gelijkwaardig te ondersteunen, ongeacht hun inkomen, en eveneens het percentage voor gesubsidieerde werken te verhogen voor de burgers met de laagste inkomens;
- de wil om de doeltreffendheid van de getroffen beschermingsmaatregelen te verbeteren door ook kleine gemeenschappelijke eigendommen te ondersteunen die niet meer dan 4 eenheden bevatten, welke ook de bestemming van deze eenheden is, die bijvoorbeeld investeren in het beveiligen van de voordeur of elk ander zwak punt dat deel uitmaakt van de gemeenschappelijke delen zoals keldergaten, kelderramen, enz.;
- de wil om slachtoffers van inbraak die de premie al ontvangen hebben in staat te stellen een nieuwe aanvraag in te dienen voor werken nodig na een nieuwe inbraak, die werd bewezen door

- een proces-verbaal van vaststelling door de politie;
- de wil om te zorgen voor een betere overeenkomst tussen de te treffen maatregelen en de andere geldende voorschriften, zoals bijvoorbeeld het voorafgaand akkoord van de dienst Stedenbouw indien de geplande werken een visuele impact zouden hebben op de voorgevel (nieuwe deur, nieuw venster, plaatsing van een omheining, enz.).

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen:

BESLUIT

het gemeentereglement met betrekking tot de toekenning van premies voor diefstalpreventie, als volgt goed te keuren:

Artikel 1. Definities

§1. Met het woord « premie » wordt in dit reglement de terugbetaling bedoeld van een percentage van de gemaakte kosten voor de aankoop en installatie van technopreventieve middelen voor de beveiliging van woningen tegen inbraken. Enkel mechanische beschermingsmaatregelen komen in aanmerking voor de toekenning van de premie.

§2. Met het woord « woning » wordt in dit reglement verwezen naar een huis of appartement bedoeld voor private huisvesting, alsook, voor de vrije beroepen en zelfstandigen, de gemeenschappelijke delen die naar de woning leiden, wanneer het kabinet waar het beroep wordt uitgeoefend zich op hetzelfde adres bevindt als de privéwoning.

Artikel 2. Toekenningsprincipe en bedrag van de premie

Binnen de grenzen van het door de Gemeenteraad goedgekeurde budget en voor een periode lopende tot het fonds is uitgeput, mag het College van Burgemeester en Schepenen, indien aan de voorwaarden voorzien in artikel 3 is voldaan, een premie toekennen voor de installatie van technopreventieve maatregelen met het oog op de bescherming tegen inbraak van de woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente.

De premie bedraagt 50 % van de aankoop- en/of installatiekosten, met een maximum van 500 € per woning.

Artikel 3. Toekenningsvoorwaarden

§ 1. De woning moet gelegen zijn op het grondgebied van de Gemeente.

De premie mag niet meer dan één keer worden toegekend voor dezelfde woning, tenzij het plafondbedrag van de premie niet werd overschreden of indien nieuwe beveiligingswerken noodzakelijk zouden blijken ten gevolge van een nieuwe inbraak die door de politie werd vastgesteld.

§ 2. De diefstalpreventie-adviseur moet de woning hebben bezocht en zijn advies hebben gegeven over de beoogde of uitgevoerde werken.

Hij mag steeds de beslissing nemen om een bezoek te brengen om de goede uitvoering van de werken na te gaan.

§ 3. De uitgevoerde werken moeten:

- bestaan uit de installatie van mechanische beveiligingsmaatregelen, bijdragen tot de beveiliging van de volledige woning en het risico op inbraak voor de volledige woning verminderen. Dit veronderstelt dat de directe toegangen tot de woning (deuren, ramen, keldergaten, ...), alsook de onmiddellijke omgeving van de woning in gelijke mate beveiligd moeten worden. Alarmsystemen zijn geen mechanische beveiligingsmaatregelen. Ze komen dus niet in aanmerking voor de toekenning van de premie;
- uitgevoerd zijn binnen een termijn van maximum één jaar vóór de datum van de aanvraag;
- uitgevoerd zijn door de persoon die de premie aanvraagt of door een professionele plaatser;
- het voorwerp hebben uitgemaakt van een akkoord van de dienst Stedenbouw van het gemeentebestuur, wanneer deze werken een visuele of structurele impact zouden hebben op de voorgevel van de woning: plaatsing van een traliewerk of afsluiting, vervanging van de deur of van ramen, wijziging van het oorspronkelijke uitzicht van de gevel...

Per woning wordt slechts één premie toegekend. Zij kan eveneens worden toegekend voor werken ten laste van mede-eigenaars, indien het gebouw niet meer dan 4 eenheden bevat, los van de bestemming van deze eenheden zoals woning, handelszaak, kantoor, enz. In dat geval moet de aanvraag voor de premie worden ingediend door de syndicus of de enige eigenaar, op een afzonderlijk formulier dan dat betreffende de privaatieve gedeelten en moet deze aanvraag vergezeld zijn van de beslissing van de vereniging van mede-eigenaars om deze werken uit te voeren.

§ 4. Een premie kan worden toegekend aan elke huurder of eigenaar, ongeacht hun inkomen. Nochtans wordt de premie toegekend aan een huishouden, wanneer de aanvrager niet alleen woont.

§ 5. De premie-aanvraag gebeurt volgens de procedure voorzien in artikel 4.

Artikel 4. Procedure voor de toekenningsaanvraag

§ 1. De premie-aanvraag wordt ingediend door de bewoner van de woning die er zijn domicilie heeft gevestigd, eigenaar of huurder, of door de eigenaar van de woning. Indien de aanvraag wordt ingediend door een huurder, moet de eigenaar evenwel zijn akkoord geven over de uitvoering van de beoogde werken.

§ 2. De aanvraag wordt ingediend tijdens het bezoek ter plaatse van de diefstalpreventie-adviseur van de gemeente of van de Politiezone. Deze vult het aanvraagformulier in en laat het ondertekenen door de aanvrager, die hiervoor een ontvangstbewijs ontvangt.

§ 3. De aanvrager moet aan de diefstalpreventie-adviseur het volgende overmaken:

- een recente gezinssamenstelling, niet ouder dan 3 maand ten opzichte van de datum waarop de werken worden uitgevoerd;
- een kopie van de aankoopfacturen van het materiaal en/of van de uitvoering van de werken, alsook een bewijs van de betaling (uittreksel uit de bankoverschrijving of factuur op naam die werd voldaan en dus de vermelding “voldaan” bevat);
- een kopie van de eigendomstitel afgeleverd door de FOD Financiën (registratiekantoor, 54 Regentschapsstraat te 1000 Brussel) of kopie van het laatste aanslagbiljet met betrekking tot de onroerende voorheffing van het goed waar de werken worden uitgevoerd, op voorwaarde dat het adres van het goed in kwestie hierop vermeld staat;
- een kopie van het geregistreerde huurcontract wanneer het goed wordt verhuurd;
- het akkoord van de eigenaar, wanneer de huurders zelf deze werken financieren;
- het visum van de dienst Stedenbouw wanneer er sprake is van een visuele impact op de voorgevel. Dit visum kan uit een “stempel” van de dienst Stedenbouw bestaan die op de plannen of de foto van de gevel werd aangebracht, alsook op het bestek van de beoogde werken met de tekening van de nieuwe elementen.

§ 4. De diefstalpreventie-adviseur behandelt de aanvragen: hij kijkt na of voldaan werd aan de voorwaarden voor toekenning van de premie en formuleert een advies ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen. Er kan steeds een controlebezoek van de werken plaatsvinden, wanneer de aanvraag vóór de realisatie van de werken werd ingediend.

§ 5. Het College van Burgemeester en Schepenen beslist over het al dan niet toekennen van de premie en brengt de aanvrager hiervan op de hoogte.

§ 6. De premie wordt door het College toegekend binnen een termijn van 9 maanden, te rekenen vanaf de datum waarop de aanvrager alle door het gemeentebestuur vereiste documenten heeft overgemaakt. Een bijkomende termijn is noodzakelijk voor de eigenlijke storting van de premie door de dienst Uitgaven van het gemeentebestuur.

§ 7. De premie-aanvraag heeft slechts één enkele doelstelling, namelijk de weerstand verhogen tegen inbraak van de woningen gelegen op het Schaarbeekse grondgebied. De toekenning van de premie geldt dus niet als een erkenning van het aantal woongelegenheden of als een inconformiteitstelling met betrekking tot een andere geldende reglementering. Indien blijkt dat de premie onrechtmatig werd toegekend, behoudt de gemeente zich het recht voor deze volledig of gedeeltelijk terug te eisen.

§ 8. Indien de premie niet kan worden toegekend omwille van de uitputting van het budget, wordt de behandeling van de aanvragen opgeschort tot er een nieuw budget beschikbaar is.

Artikel 5. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2018 en herroept het reglement van 31 maart 2010 betreffende de toekenning van premies voor technopreventie.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 december 2017.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter